

africains nouvellement indépendants veulent être libérés des ingérences extérieures et ne pas se mêler de la lutte idéologique entre l'Est et l'Ouest. Ils ne voudraient pas perdre non plus leur bien-être matériel. D'une certaine façon, une différenciation se dessine entre les deux concurrences: Est-Ouest et Nord-Sud. Outre les vivres, les pays en voie de développement veulent obtenir la technologie de pointe et des capitaux. Je ne serais pas étonné qu'un grand nombre de leurs dirigeants, après avoir connu le système de l'Est, en viennent à la conclusion que les pays industrialisés occidentaux sont les seuls à pouvoir satisfaire leurs aspirations.

Mais le monde occidental devra élargir le champ de ses valeurs, en particulier celui de l'égalité, pour en faire profiter les pays pauvres. L'Occident devra montrer qu'il est davantage déterminé à réduire les disparités entre les niveaux de vie et se rendre compte qu'il est plus que regrettable pour l'économie mondiale de maintenir les pays en voie de développement en état de sous-activité, faute de quoi les débats aux Nations Unies et au sein de ses organismes seront futiles.

Si l'on se rend compte qu'il n'est pas souhaitable — au moins à court terme — de laisser les pays pauvres succomber à la tentation d'une aventure communiste sans lendemain, il peut aussi être nécessaire que le monde industrialisé occidental donne l'exemple et mette de l'ordre dans ses affaires par des efforts nationaux et internationaux. Il n'est pas tout à fait rassurant pour le Tiers monde de constater qu'à l'époque de la coopération internationale croissante dans les domaines monétaire et commercial, chaque pays occidental essaie de résoudre ses propres problèmes économiques sur la foi de théories formulées pour des sociétés totalement différentes de celles d'aujourd'hui. Il n'y a rien non plus pour inspirer la confiance dans le fait que, malgré les "sommets" économiques, ces tentatives de solution sont appliquées plus ou moins unilatéralement.

Afin d'améliorer le système d'économie de marché et de stabiliser la démocratie, lesquels se sont avérés les plus efficaces dans la pratique, il est devenu socialement nécessaire d'introduire un facteur d'équilibre dans les sociétés occidentales. Personnellement, je crois qu'une politique des revenus sous une forme ou une autre est indispensable; mais elle ne sera guère applicable à long terme sans une nouvelle ligne de pensée donnant aux salariés un rôle plus actif. Il va sans dire que les communistes s'opposeront à une telle politique, parce qu'elle aura tendance à empêcher la polarisation des salariés et

des entreprises, et visera à stabiliser le développement économique de l'Occident et à améliorer les conditions de vie des travailleurs. Mais il faudrait que, dans leur propre intérêt, les défenseurs de la démocratie voient combien il est important que les salariés participent davantage à la prise de décision, qu'ils aient plus de responsabilités, un rôle plus important et que la copropriété leur soit accessible. Il se peut que la menace interne à la démocratie soit la plus grave, et il pourrait valoir la peine de rendre nos sociétés et notre mode de vie plus dignes d'être défendus et protégés.

De plus, je suis convaincu qu'un pays ne sert pas bien ses intérêts en poursuivant une politique étrangère de style traditionnel au sein d'organisations internationales comme l'ONU. Il faut plutôt créer une démarche diplomatique qui soit structurée et modelée expressément en fonction des organisations multilatérales. Les exigences diffèrent considérablement de celles de la diplomatie bilatérale tant sous le rapport de la pratique que de l'atmosphère. Comme les diplomates ont très peu été recrutés dans une optique multilatérale, il faut d'une part aller chercher du sang neuf et de l'autre améliorer la formation. Le mouvement vers des solutions internationales donnera évidemment aux diplomates plus de poids sur la scène nationale. Non parce qu'ils forceront leur gouvernement à accorder davantage d'attention aux autres pays, ni parce qu'ils voudront peut-être jouer un plus grand rôle dans l'élaboration des politiques, mais parce que les décisionnaires utiliseront leurs services à l'étranger pour y donner un prolongement international à des mesures internes. Pour ce faire, les décisionnaires devront s'en remettre à leurs représentants à l'étranger pour savoir quelles politiques sont réalisables.

Superpuissances et petits pays

Les deux superpuissances font face à des difficultés croissantes aux Nations Unies lorsqu'elles essaient de dominer les membres des différents groupes de pays. Cela tient en partie au fait que les idéologies y ont de moins en moins d'importance par rapport à des intérêts nationaux criants. Mais tout comme il semble naturel aujourd'hui que les pays fassent preuve d'une plus grande indépendance en politique étrangère, il est aussi évident qu'aucune des superpuissances n'acceptera que soient négligés ses intérêts essentiels au sein de l'Organisation internationale. Aux Nations Unies, notamment à la présidence du Conseil de sécurité en juin 1967, au cours de la guerre des Six-Jours au